



**GVA AUDIT**  
**105 Avenue Raymond Poincaré**  
**CS 81691**  
**75116 PARIS Cedex 16**



**CABINET STRAUSS COMMISSARIAT**  
**25 rue Michel Ange**  
**75016 PARIS**

## **CPME**

Siège social : 10, Terrasse Bellini, 92800 PUTEAUX

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024**

A l'Assemblée Générale de l'association CPME,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CPME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment sur le point suivant :

### ***Contributions des avantages en nature***

La note de l'annexe des comptes annuels relative aux Contributions Volontaires en Nature expose les éléments constitutifs aux contributions volontaires en nature. Les informations ainsi portées ne concernent que la mise à disposition de temps de la part d'élus et les représentations et les mandats au niveau national. Nos travaux ont consisté à apprécier les règles de présentation définies par votre association et nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans la note de l'annexe

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et d'activité du Président, le rapport financier du Trésorier, et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CPME à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président sur proposition du trésorier.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie

significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre.

Fait à Paris, le 30 juin 2025

Les Commissaires aux Comptes

GVA AUDIT  
Philippe BONNIN

CABINET STRAUSS COMMISSARIAT  
Hubert STRAUSS





# COMPTES ANNUELS

CPME Nationale

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

---

## Bilan au 31/12/2024

---

8-10 terrasse Bellini

92800 PUTEAUX

SIRET : 30321501600021

NAF : 9411Z

## Sommaire

Sommaire	1
Attestation sans observation	2

### ETATS FINANCIERS

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6

### ANNEXE

Règles et méthodes comptables	7
Etat des immobilisations	12
Etat des amortissements	13
Etat des provisions et dépréciations	14
Liste des filiales et participations	15
Liste des filiales (plus de 50%)	16
Etat des créances et dettes	17
Produits et charges constatés d'avance	18
Charges à payer et produits à recevoir	19
Honoraires des commissaires aux comptes	20
Effectif moyen	21
Variation des fonds propres art. 431-5	22
Engagements financiers donnés	23
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	24

### DÉTAIL DES COMPTES

Bilan Actif détaillé	25
Bilan Passif détaillé	27
Compte de résultat détaillé	29

## ATTESTATION

### Mission de présentation des comptes

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes de **CPME Nationale** relatifs à la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**, qui se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 16 119 211 €
- Excédent : 866 923 €

Nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des experts comptables. A la date de nos travaux, qui ne constituent ni un audit, ni un examen limité, et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

En outre, les comptes ont été établis en conformité avec les principes comptables spécifiques aux Associations et Fondations, définis par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçante, à but non lucratif, avec ou sans activité économique et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 (Journal Officiel du 30 décembre 2018).

Fait à Noisy le grand  
Le 30/04/2025

Béatrice DEVEAUX  
Expert-Comptable

## **Etats financiers**

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	204 086	194 130	9 956	9 956
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	508 684	293 588	215 096	103 605
Immobilisations corporelles en cours				51 685
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	927 308		927 308	927 308
Autres titres immobilisés				
Prêts	63 907	63 907		
Autres immobilisations financières	75 495		75 495	71 143
<b>TOTAL I</b>	<b>1 779 480</b>	<b>551 625</b>	<b>1 227 855</b>	<b>1 163 697</b>
Comptes de liaison <b>II</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	22 856		22 856	16 856
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	574 060		574 060	541 043
Valeurs mobilières de placement	8 112 056		8 112 056	152
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 994 509		5 994 509	14 669 430
Charges constatées d'avance	187 876		187 876	131 386
<b>TOTAL III</b>	<b>14 891 356</b>		<b>14 891 356</b>	<b>15 358 868</b>
Frais d'émission des emprunts <b>IV</b>				
Primes de remboursement des obligations <b>V</b>				
Écarts de conversion actif <b>VI</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>16 670 836</b>	<b>551 625</b>	<b>16 119 211</b>	<b>16 522 565</b>

## Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	814 078	814 078
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	6 119 412	5 227 563
Autres réserves	1 340 832	1 340 832
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	866 923	891 849
<b>Situation nette</b>	<b>9 141 245</b>	<b>8 274 322</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>9 141 245</b>	<b>8 274 322</b>
Comptes de liaison		
<b>II</b>		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL III</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	54 558	89 851
Provisions pour charges	183 975	170 515
<b>TOTAL IV</b>	<b>238 533</b>	<b>260 366</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 212 700	847 783
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 058 713	912 380
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 486	542
Autres dettes	4 465 534	6 213 498
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		13 673
<b>TOTAL V</b>	<b>6 739 433</b>	<b>7 987 876</b>
Écarts de conversion passif		
<b>VI</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>16 119 211</b>	<b>16 522 565</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	3 309 479	3 446 010
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	29 000	
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 681 311	5 088 624
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	108 132	114 723
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	74	7 786
<b>TOTAL I</b>	<b>10 127 996</b>	<b>8 657 142</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	30 944	28 997
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	5 534 206	4 084 151
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	293 791	279 842
Salaires et traitements	2 504 747	2 378 160
Charges sociales	1 237 927	1 151 264
Dotations aux amortissements et dépréciations	74 027	61 654
Dotations aux provisions	13 459	9 410
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	10 707	5 956
<b>TOTAL II</b>	<b>9 699 808</b>	<b>7 999 433</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>428 188</b>	<b>657 709</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	496 263	398 335
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 381	4 615
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>500 644</b>	<b>402 950</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>500 644</b>	<b>402 950</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>928 832</b>	<b>1 060 659</b>

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		8 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	33 596	18 298
TOTAL V	33 596	26 298
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	1 048	5 928
Sur opérations en capital		5 426
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 735	88 154
TOTAL VI	5 783	99 508
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	27 813	-73 210
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	89 722	95 600
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	10 662 236	9 086 390
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	9 795 313	8 194 541
EXCÉDENT OU DÉFICIT	866 923	891 849

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		



## **Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 16 119 211 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 866 923 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

**Objet social, mission & moyens mis en œuvre**

La CPME a pour objet l'action, entendue dans son sens le plus large, en faveur du développement et de la défense des intérêts des petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales, artisanales ou prestations de service, membres d'organisations adhérents.

Elle a pour vocation, notamment;

- d'être le PORTE PAROLE des petites et moyennes entreprises vis-à-vis des Pouvoirs publics et de l'opinion publique,
- de promouvoir, défendre et représenter les intérêts économiques et moraux de ses adhérents, ou des membres de ses organisations adhérentes, en concertation avec ces derniers et de leur apporter tous les renseignements, indications, consignes et directives relatifs à leurs intérêts,
- plus particulièrement, de participer en qualité de PARTENAIRE SOCIAL au dialogue social national interprofessionnel en désignant des représentants au sein des organismes interprofessionnels,
- agir comme force de proposition et d'action pour améliorer l'environnement des entreprises sur des domaines variés: social, économique, juridique, fiscal et environnemental tant au niveau national qu'eupéen ou international,
- assurer un rôle d'interlocuteur naturel des Pouvoirs publics et du parlement sur tous les textes concernant les entreprises et leurs salariés.

Les missions réalisées par la CPME sont:

- l'accompagnement des CPME TERRITORIALES et des ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES adhérentes, pour leur permettre la réalisation de leurs missions d'accompagnement auprès de leurs adhérents,
- d'être le partenaire social au niveau national,
- d'être l'interlocuteur naturel des Pouvoirs publics sur toutes les problématiques concernant les entreprises, les chefs d'entreprises et leurs salariés, au niveau national.

Les moyens mis en œuvre par la CPME sont:

- des moyens humains
  - 32 salariés
  - des mandataires pour défendre les adhérents auprès des instances
  - des avocats, conseils et consultants qui accompagnent les permanents, les élus et les mandataires dans la protection et la sauvegarde des intérêts des entreprises
- des moyens matériels
  - des locaux pour accueillir les adhérents (territoires et organisations professionnelles), les former et les faire se rencontrer et travailler sur les sujets d'actualité ou les réformes politiques à fort impact
  - des agencements, matériels et informatiques mis à disposition des permanents, des élus et des mandataires pour leur permettre de réaliser leurs missions au mieux dans l'intérêt de la CPME et de ses adhérents.

## Faits caractéristiques

### soutien financier

L'IFP-PME assure, pour la CPME et ses membres, une mission d'intérêt général dans le cadre de la formation des représentants prud'homaux. Au cours des exercices antérieurs, la CPME a apporté un soutien à cette structure qui a été comptabilisé dans un compte de FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE. Cette somme s'élevait à 100000€.

Au 31 décembre 2023, bien que comptabilisés, les versements financiers n'avaient pas été réalisés. Au cours de l'exercice 2024, la CPME a versé la somme de 50 000€ à ce titre. Le solde de l'engagement financier de la CPME envers l'IFP-PME s'élève encore à 50 000€.

### Comptabilisation des cotisations

En application du règlement 2009-10 du 13 décembre 2009 du comité de réglementation comptable, "le fait générateur de la cotisation est constaté lors de l'encaissement effectif de la cotisation. Si l'organisation syndicale peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel peut alors correspondre au fait générateur de la reconnaissance du produit".

Au 31 décembre de chaque année, La CPME nationale applique la règle de l'encaissement considérant qu'aucun droit de suite dans le cadre du recouvrement ne trouverait à s'appliquer sur les appels de cotisations.

### Produits d'exploitation

La CPME a bénéficié de conventions conclues auprès d'organismes publics ou de droit privé chargés de missions d'ordre public dans le cadre de ses activités.

Le montant porté en compte de résultat à ce titre pour l'exercice 2024 s'élève à 2 045 842€ répartis comme suit:

- APEC pour 103 740€
- CNAM pour 197 323€
- CNAV pour 61 372€
- ALG pour 281 637€
- CNAF pour 197 351€
- ATMP pour 868 480€
- AGIRC-ARRCO pour 142 268€
- ACOSS pour 148 339€
- CPSTI pour 45 332€

### Fonds AGFPN

Le fonds paritaire géré par l'AGFPN est chargé d'une mission de service public afin de contribuer au financement des activités qui constituent des missions d'intérêt général (définies par l'article L.2135-11 du code du travail) à destination des organisations syndicales.

A ce titre, les fonds comptabilisés et encaissés par la CPME au cours de l'année 2024 se sont élevés à 8 389 598€ soit 945 970€ de moins que sur l'exercice 2023.

La répartition de la nouvelle mesure de la représentativité calculée lors du CA de l'AGFPN du 25/04/2024 a eu un impact direct sur les crédits 2022 & 2023 régularisés sur les versements reçus en 2024. Soit une régularisation de 501 424€ sur les crédits 2022 et 525 429€ sur les crédits 2023 au total 1 026 853€ déduits du solde attendu pour l'ensemble des crédits 2023 avant la nouvelle mesure de la représentativité.

La comptabilisation en ressources propres pour les dépenses directement engagées par la CPME nationale a été constatée dans un compte 730100 - financement du dialogue social à hauteur de 4 635 470€ contre 3190 664€ pour 2023.

Avant la modification des articles L2135-10 & L2135-11 du code du travail, les fonds AGFPN n'avaient pas le caractère d'une subvention mais de crédits destinés au financement du dialogue social au titre des deux missions prévues par la loi.

Suite à la modification des articles L2135-10 & L2135-11 du code du travail, en vigueur depuis le 16 février 2025, les fonds versés par l'AGFPN ont le caractère d'une subvention.

L'article R2135-26 du code du travail et le règlement financier de l'AGFPN du 19/12/2017 modifié par le CA du 10/12/2019 & du 20/06/2023 article 9 - report des crédits prévoient:

- "Les crédits qui n'ont pas été engagés par une organisation bénéficiaire au cours de l'exercice sont restitués au fonds et viennent en abondement du montant global des crédits de même nature susceptibles d'être attribués au titre de l'année suivante.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les crédits versés à une organisation bénéficiaire qui n'ont pas été engagés au cours de l'exercice peuvent être reportés à son bénéfice sur l'exercice suivant, dans la limite de 20% du montant des trois premiers acomptes reçus sur l'année, dans les conditions fixées par délibération du conseil d'administration de l'AGFPN, prévues au 9° de l'art. R2135-14".

- "...pour les versements au titre de l'année N, attribués en N+1, les crédits pourront être utilisés au cours de l'année N+1." Dans cette situation, il convient d'en informer les services de l'AGFPN.

Dans ces conditions:

- report de crédits sur 2025 pour un montant de 4 009 243€ au titre de 2024 reçus en 2025 suite à décalage de perception.
- report sur 2025 au titre de 20% des crédits 2024 reçus en 2024 pour un montant de 920 322€
- aucun reversement au fonds pour l'année 2024

### Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Une assemblée générale électorale s'est tenue le 21 janvier 2025, à l'issue de laquelle un nouveau Président, monsieur Amir Reza-Tofighi, déjà membre du COMEX de la CPME, a été élu.

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- |                                      |                |
|--------------------------------------|----------------|
| • Concessions, brevets, licences     | de 1 à 5 ans,  |
| • Agencements et aménagements        | de 4 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | de 1 à 8 ans,  |
| • Mobilier                           | de 5 à 8 ans.  |

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les versements dans le cadre de "l'effort construction" ont été attribués sous forme de prêt à l'ACL jusqu'en 2013 et à partir de 2014 sous forme de subvention.

Dans le cadre du suivi des prêts accordés, il y a une reprise de provision sur les sommes attribuées à l'ACL en 2024 car il y a eu un remboursement de 4 381€.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir pour un montant de 554 217€:

- APEC pour 20 748€
- CNAM pour 54 075€
- CNAV pour 12 200€
- ALG pour 113 637€
- ATMP pour 325 753€
- ACOSS pour 18 531€
- CPSTI pour 9 273€

### Provision pour risques et charges

Une reprise de provision pour risques et charges a été faite à hauteur de 35293euros.

Le montant des provisions pour litiges existants est de 54 558€ à la clôture de l'exercice.

### Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- taux d'actualisation retenu à 3.75%.
- table de mortalité INSEE 2024
- départ volontaire à la retraite 65 ans
- taux de charges sociales patronales 60%
- taux de revalorisation 2%
- taux de turn over faible pour les cadres et les non cadres

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 183 975€euros.

### Fonds dédiés et reportés

Il n'y a pas de fonds dédiés constatés au 31 décembre 2024

### Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 667 jours pour la Cpme nationale répartie comme suit:.

- Administration Cpme: 142 jours
- Mandats extérieurs: 525 jours

La Cpme nationale se trouve dans l'impossibilité de valoriser ces heures. Les bénévoles sont des chefs d'entreprise, l'application d'un taux horaire ne saurait être pertinente.

### Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

### Rémunérations versées à certains dirigeants

L'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice 2023, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés conformément à l'article 11 des statuts et à l'article 261,7,1<sup>o</sup> du code général des impôts, fixe, hors la présence du Président confédéral, le principe d'une rémunération mensuelle brute de son mandat social égale à trois fois le montant du plafond mensuel de la sécurité sociale visé à l'article L.241-3 du code de Sécurité sociale, de l'année civile qui précède la tenue de la présente assemblée, soit le plafond 2023 pour le calcul des rémunérations versées en 2024, et ce indépendamment du remboursement de ses frais de représentation et de déplacement dans l'exécution de son mandat. Le plafond de la Sécurité sociale sera réajusté au 1er janvier 2025 sur la base du plafond 2024 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2025.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	204 086		
TOTAL	204 086		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers	39 634		162 439
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	283 910		27 813
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	51 685		
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	375 229		190 252
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations - Titres immobilisés	927 308		
Prêts et autres immobilisations financières	139 432		4 352
TOTAL	1 066 740		4 352
TOTAL GÉNÉRAL	1 646 054		194 604

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			204 086	
TOTAL			204 086	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencts et aménagt. const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers			202 073	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier		5 113	306 611	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		51 685		
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		56 798	508 684	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations - Titres immobilisés			927 308	
Prêts et autres immobilisations financières		4 381	139 402	
TOTAL		4 381	1 066 710	
TOTAL GÉNÉRAL		61 179	1 779 480	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				194 130			194 130
TOTAL				194 130			194 130
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers				25 298	15 422		40 720
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				194 641	63 339	5 113	252 868
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				219 939	78 761	5 113	293 588
TOTAL GÉNÉRAL				414 069	78 761	5 113	487 717

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							



## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglémentées</b>				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>				
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges		89 851	35 293	54 558
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change	89 851		89 851	
Provisions pour : - Pensions et obligations	170 515	13 459		183 975
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL II</b>	<b>260 366</b>	<b>103 310</b>	<b>125 144</b>	<b>238 533</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières	68 288		4 381	63 907
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL III</b>	<b>68 288</b>		<b>4 381</b>	<b>63 907</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>328 655</b>	<b>103 310</b>	<b>129 525</b>	<b>302 440</b>
- D'exploitation		13 459	1 697	
Dont dotations et reprises : - Financières			4 381	
- Exceptionnelles			33 596	

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège social	Capital Capitaux propres	Q.P. détenue Divid. encaiss.	Val. brute titres Val. nette titres	Prêts avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
Filiales (plus de 50%)					
SCI de la rue FORTUNY	131 106	99.97	742 031		991 934
SCI de la rue FORTUNY	3 270 008		742 031	55 933	345 251
SCI dU 18 terrasse BELLINI	45 735	99.66	45 277	140 000	68 590
SCI du 18 terrasse BELLINI	192 362		45 277	4 110	4 353
Participations (10 à 50%)					
Autres titres					

Liste des filiales (plus de 50%)

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividende encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
Filiale (+ de 50 % du capital détenu par la société).										
SCI de la rue FORTI	131 106	3 270 008	99.97	742 031	742 031		55 933	991 934	345 251	
SCI dU 18 terrasse E	45 735	192 362	99.66	45 277	45 277	140 000	4 110	68 590	4 353	

Commentaires : néant

## Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations	140 000		140 000
Prêts	63 907	4 559	59 348
Autres immobilisations financières	75 495		75 495
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	22 856	22 856	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	3 063	3 063	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 314	1 314	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	554 218	554 218	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	15 465	15 465	
Charges constatées d'avance	187 876	187 876	
<b>TOTAL</b>	<b>1 064 194</b>	<b>789 351</b>	<b>274 843</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 212 700	1 212 700		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	361 369	361 369		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	487 345	487 345		
Impôts sur les bénéfices	89 722	89 722		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	120 277	120 277		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 486	2 486		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	4 465 534	4 465 534		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>6 739 433</b>	<b>6 739 433</b>		

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels		13 673
TOTAL			13 673

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	187 876	131 386
TOTAL		187 876	131 386

## Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	645 615	574 884
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	583 630	483 531
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>1 229 245</b>	<b>1 058 415</b>

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		63 294
Valeurs mobilières de placement	111 903	
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>111 903</b>	<b>63 294</b>

Honoraire des commissaires aux comptes

Type d'honoraire	Montant
Contrôle légal des comptes	145 432
Conseils et prestations de services	248 482
TOTAL	393 914

Le détail des honoraires des commissaires aux comptes, toutes taxes comprises, est le suivant:

- contrôle légal des comptes:  
cabinet GVA : 76 238€  
cabinet CSC : 69 194€
- conseils & prestation de service  
cabinet GVA: 248 482€

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	25	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	5	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat	2	
TOTAL	32	

Commentaires : néant



Variation des fonds propres art. 431-5  
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	814 078				814 078
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	6 568 395	891 849			7 460 244
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	891 849	-891 849	866 923		866 923
Situation nette	8 274 322		866 923		9 141 245
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions règlementées					
TOTAL	8 274 322		866 923		9 141 245

Commentaires : néant

Engagements financiers donnés

Catégories d'engagements	TOTAL	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises	Autres
créances rattachées à des participatio	140 000		140 000			
autres immobilisations financières	75 495		60 043		15 452	
autres dettes	50 000		50 000			
caution d'emprunt	275 194		275 194			
TOTAL	540 689		525 237		15 452	

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Entreprises liées avec lesquelles la société a un lien de participation	Montant entreprises liées	Montant entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- Immobilisations incorporelles</li><li>- Immobilisations corporelles</li></ul>		
Participations	787 308	
Créances rattachées à des participations	140 000	
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		
Capital souscrit et appelé non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Auprès des établissements de crédit</li><li>- Financières divers</li></ul>		
Avances et acomptes sur commande en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Autres dettes	50 000	
Produits de participation		
Autres produits financiers		
Charges financières		

Commentaires : néant



**GVA AUDIT**  
**105 Avenue Raymond Poincaré**  
**CS 81691**  
**75116 PARIS Cedex 16**



**CABINET STRAUSS COMMISSARIAT**  
**25 rue Michel Ange**  
**75016 PARIS**

## **CPME**

Siège social : 10, Terrasse Bellini, 92800 PUTEAUX

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES COMBINES**

**EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024**

A l'Assemblée Générale de l'association CPME,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes combinés de la CPME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans le périmètre de combinaison.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment sur le point suivant :

### ***Contributions Volontaires en Nature***

La note de l'annexe des comptes combinés relative aux Contributions Volontaires en Nature précise l'évaluation faite par l'entité sur son périmètre combiné. Les informations ainsi portées ne concernent que le bénévolat et les mises à disposition de personnes des entités du périmètre de combinaison. Nos travaux sur l'évaluation de ces contributions n'ont pu porter que sur les données qui ont été recensées et transmises en vue de porter cette information dans l'annexe des comptes combinés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes combinés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes combinés pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport moral et d'activité du Président, le rapport financier du Trésorier, et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes combinés.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes combinés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes combinés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CPME à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le Président sur proposition du trésorier.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes combinés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes combinés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de de votre Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes combinés et évalue si les comptes combinés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de combinaison, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes combinés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes combinés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre.

Fait à Paris, le 30 juin 2025

Les Commissaires aux Comptes

GVA AUDIT  
Philippe BONNIN

CABINET STRAUSS COMMISSARIAT  
Hubert STRAUSS



# COMPTES ANNUELS

CPME NATIONALE COMBINAISON

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

---

## Bilan au 31/12/2024

---

10 Terrasse Bellini

92806 PUTEAUX CEDEX

SIRET : 30321501600021

NAF : 9411Z



## Sommaire

Sommaire	1
Attestation sans observation	2

### ETATS FINANCIERS

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6

### ANNEXE

Règles et méthodes comptables	7
Etat des immobilisations	10
Etat des amortissements	11
Etat des provisions et dépréciations	12
Etat des créances et dettes	13
Produits et charges constatés d'avance	14
Variation des fonds dédiés et reportés	15
Variation des fonds propres art. 431-5	16
Effectif moyen	17
Engagements financiers donnés	18

### DÉTAIL DES COMPTES

Bilan Actif détaillé	19
Bilan Passif détaillé	21
Compte de résultat détaillé	23

## ATTESTATION

### Mission de présentation des comptes

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes de **CPME NATIONALE COMBINAISON** relatifs à la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**, qui se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 44 637 574 €
- Excédent : 1 450 937 €

Nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des experts comptables. A la date de nos travaux, qui ne constituent ni un audit, ni un examen limité, et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

En outre, les comptes ont été établis en conformité avec les principes comptables spécifiques aux Associations et Fondations, définis par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçante, à but non lucratif, avec ou sans activité économique et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 (Journal Officiel du 30 décembre 2018).

Fait à Noisy le grand  
Le 24/06/2025

Mme DEVEAUX Béatrice  
Expert-Comptable

## **Etats financiers**

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	442 177	393 007	49 169	57 485
Autres immobilisations incorporelles	75 849	73 445	2 404	7 177
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	629 347		629 347	629 347
Constructions	5 031 716	1 725 752	3 305 964	3 788 555
Installations techniques, matériel et outillages industriels	551 872	27 099	524 773	1 695
Autres immobilisations corporelles	3 003 133	2 192 452	810 681	812 267
Immobilisations corporelles en cours				52 035
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				3 024
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	1 135 412		1 135 412	1 155 771
Autres titres immobilisés	222 583	67 707	154 876	276 137
Prêts	73 394		73 394	5 488
Autres immobilisations financières	156 936	7 183	149 753	135 931
<b>TOTAL I</b>	<b>11 322 419</b>	<b>4 486 646</b>	<b>6 835 773</b>	<b>6 924 912</b>
Comptes de liaison <b>II</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours	903		903	675
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	571 095	21 188	549 907	518 230
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 245 474	114 073	3 131 401	2 205 430
Valeurs mobilières de placement	11 562 683		11 562 683	2 720 561
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	22 170 005		22 170 005	31 227 539
Charges constatées d'avance	386 901		386 901	409 243
<b>TOTAL III</b>	<b>37 937 062</b>	<b>135 261</b>	<b>37 801 801</b>	<b>37 081 678</b>
Frais d'émission des emprunts <b>IV</b>				
Primes de remboursement des obligations <b>V</b>				
Écarts de conversion actif <b>VI</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>49 259 481</b>	<b>4 621 907</b>	<b>44 637 574</b>	<b>44 006 590</b>

## Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	9 592 615	7 267 608
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	16 107 368	16 959 266
Autres réserves		
Report à nouveau	5 378 426	5 219 882
Excédent ou déficit de l'exercice	1 450 937	1 647 350
<b>Situation nette</b>	<b>32 529 347</b>	<b>31 094 106</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	6 663	9 574
Provisions règlementées	20 000	20 000
<b>TOTAL I</b>	<b>32 556 010</b>	<b>31 123 680</b>
Comptes de liaison		
<b>II</b>		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	221 825	182 653
<b>TOTAL III</b>	<b>221 825</b>	<b>182 653</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	317 640	302 480
Provisions pour charges	288 553	257 234
<b>TOTAL IV</b>	<b>606 193</b>	<b>559 714</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 588 410	2 911 881
Emprunts et dettes financières diverses	5 678	1 209
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 386 180	2 487 799
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 676 233	2 713 206
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 916	
Autres dettes	2 826 536	2 990 967
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	746 592	1 035 481
<b>TOTAL V</b>	<b>11 253 545</b>	<b>12 140 543</b>
Écarts de conversion passif		
<b>VI</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>44 637 574</b>	<b>44 006 590</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	16 193 582	16 592 532
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	5 012 268	2 706 443
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	13 948 409	13 047 844
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	472 263	632 582
Utilisations des fonds dédiés	58 050	146 500
Autres produits	63 967	28 806
<b>TOTAL I</b>	<b>35 748 538</b>	<b>33 154 707</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	30 971	
Variation de stocks	-228	
Autres achats et charges externes	17 161 578	14 315 428
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	644 490	591 329
Salaires et traitements	11 942 205	11 934 228
Charges sociales	4 341 399	4 290 495
Dotations aux amortissements et dépréciations	613 500	554 320
Dotations aux provisions	123 349	175 331
Reports en fonds dédiés	97 223	78 050
Autres charges	109 643	152 013
<b>TOTAL II</b>	<b>35 064 131</b>	<b>32 091 194</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>684 407</b>	<b>1 063 513</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		14 106
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		28 388
Autres intérêts et produits assimilés	948 483	529 056
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	18 325	4 941
Différences positives de change		6
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		29 569
<b>TOTAL III</b>	<b>966 808</b>	<b>606 066</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		13 944
Intérêts et charges assimilées	66 756	35 448
Différences négatives de change	24	37
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>66 779</b>	<b>49 429</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>900 029</b>	<b>556 637</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>1 584 435</b>	<b>1 620 150</b>

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	153 941	383 697
Sur opérations en capital	8 300	349 565
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	162 241	733 262
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	158 718	386 571
Sur opérations en capital	17 965	189 027
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		25 751
TOTAL VI	176 683	601 349
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-14 442	131 913
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	119 056	104 713
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	36 877 587	34 494 035
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	35 426 650	32 846 685
EXCÉDENT OU DÉFICIT	1 450 937	1 647 350

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

## **Annexe**



## Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels combinés de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 44 637 574 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 1 450 937 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels combinés ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2020-01 du 9 Octobre 2020 homologué par arrêté du 29 Décembre 2020 relatif aux comptes consolidés, ce règlement s'appliquant non seulement aux comptes consolidés mais aussi aux comptes combinés.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Changement de méthode comptable

Néant

### Périmètre de combinaison

Toutes les entités comprises dans le périmètre de combinaison ont clôturé leurs comptes sociaux au 31 décembre 2024. Les comptes combinés de la Confédération Nationale sont composés des comptes combinés régionaux. Ces comptes combinés ont ensuite été combinés avec les comptes de la CPME Nationale.

Les comptes combinés ont été établis conformément aux différentes conventions de combinaison signées avec les entités faisant parties du périmètre.

Le périmètre de combinaison se compose de :

CPME Nationale	Ile de France
Auvergne Rhône-Alpes	Normandie
Bourgognes- Franche-Comté	Nouvelle Aquitaine
Bretagne	Occitanie
Centre Val de Loire	Pays de la Loire
Grand Est	Sud
Hauts-de-France	

Le périmètre de combinaison représente : 1 entité nationale, 12 entités régionales et 93 entités départementales (En Hauts-de-France, réintégration du département Pas de Calais (62)) soit 106 entités territoriales combinées.

### Description

La CPME a pour objet :

L'action, entendue dans son sens le plus large, en faveur du développement et de la défense des intérêts des petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales, artisanales ou de prestations de services, membres d'organisations adhérentes.

Elle a pour vocation, notamment :

- D'être le PORTE PAROLE des petites et moyennes entreprises vis-à-vis des pouvoirs publics et de l'opinion publique,
- De promouvoir, défendre et représenter les intérêts économiques et moraux de ses adhérents, ou des membres de ses organisations adhérentes, en concertation avec ces derniers et de leur apporter tous renseignements, indications, consignes et directives relatifs à leurs intérêts,
- Plus particulièrement, de participer en qualité de PARTENAIRE SOCIAL au dialogue social national interprofessionnel en désignant des représentants au sein des organismes paritaires interprofessionnels,
- Agir comme force de proposition et d'action pour améliorer l'environnement des entreprises sur des domaines variés : social, économique, juridique, fiscal et environnemental tant au niveau national qu'Européen ou International,
- Assurer un rôle d'interlocuteur naturel des pouvoirs publics et du Parlement sur tous les textes concernant les entreprises, les chefs d'entreprises et leurs salariés,

Les missions réalisées par la CPME sont :

- L'accompagnement des CPME TERRITORIALES, et des ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES adhérentes, pour leur permettre la réalisation de leurs missions d'accompagnement auprès de leurs adhérents.
- D'être le partenaire social au niveau national
- D'être l'interlocuteur naturel des pouvoirs publics sur toutes les problématiques concernant les entreprises, les chefs d'entreprises et leurs salariés, au niveau national.

Les moyens mis en œuvre par la CPME sont :

- Des moyens humains
- 285 salariés
- 20 000 mandataires pour défendre les adhérents auprès des instances
- Des avocats, conseils et consultants qui accompagnent les permanents, les élus et mandataires dans la protection et la sauvegarde des intérêts des entreprises
- Des moyens matériels
- Des locaux pour accueillir les adhérents (territoires et organisations professionnelles), les former et les faire se rencontrer et travailler sur les sujets d'actualité ou les réformes politiques à fort impact.
- Des agencements, matériels et informatiques mis à disposition des permanents des élus et des mandataires pour leur permettre de réaliser leurs missions au mieux dans l'intérêt de la CPME et de ses adhérents

### Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

A néant

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- |                                      |              |
|--------------------------------------|--------------|
| • Logiciels                          | 1 à 3 ans,   |
| • Constructions                      | 20 à 30 ans, |
| • Agencements et aménagements        | 5 à 20 ans,  |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 10 ans,  |
| • Mobilier                           | 4 à 10 ans,  |

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques concernent principalement les litiges relatifs aux salariés et les créances impayées. A la clôture de l'exercice, elles s'élèvent à 317 640 euros.

Les provisions pour charges concernent les indemnités de fin de carrières. A la clôture de l'exercice, elles s'élèvent à 288 553 euros.

### Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à 221 826 euros

### Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 46 802 jours, répartie comme suit :

- Administration CPME : 8 990 jours
- Vie associative : 9 910 jours
- Mandats extérieurs : 25 016 jours
- Sans détail : 2 886 jours

La CPME se trouve dans l'impossibilité de valoriser ces heures. Les bénévoles sont des chefs d'entreprise, l'application d'un taux horaires ne saurait être pertinente.

## Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	523 629		11 060
<b>TOTAL</b>	<b>523 629</b>		<b>11 060</b>
Terrains	629 347		
Constructions :	5 394 604		161 010
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :	32 322		
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	2 722 640		251 982
Matériel :			28 566
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			87 381
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	52 035		104 360
Avances et acomptes	3 024		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>8 833 972</b>		<b>633 299</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations	1 155 771		40
Autres :	279 937		10 645
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	230 834		36 289
<b>TOTAL</b>	<b>1 666 542</b>		<b>46 975</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>11 024 143</b>		<b>691 334</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	679	15 985	518 025	
<b>TOTAL</b>	<b>679</b>	<b>15 985</b>	<b>518 025</b>	
Terrains			629 347	
Constructions :	523 897		5 031 716	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
Installations :	-520 373	823	551 872	
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers	1 910 511	15 618	1 048 493	
Matériel :	-213 563		242 129	
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier	-1 684 319	59 188	1 712 512	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	350	156 045		
Avances et acomptes	3 024			
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
<b>TOTAL</b>	<b>19 527</b>	<b>231 675</b>	<b>9 216 069</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
- Participations	19 399	1 000	1 135 412	
Autres :	-1	68 000	222 583	
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	-48 538	85 331	230 330	
<b>TOTAL</b>	<b>-29 140</b>	<b>154 332</b>	<b>1 588 325</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>-8 934</b>	<b>401 992</b>	<b>11 322 419</b>	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				458 967	26 971	15 985	466 452
TOTAL				458 967	26 971	15 985	466 452
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre				1 606 049	164 808	83	1 725 752
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				30 627	819	823	27 099
Installations générales, agencements et aménagements divers				1 910 373	84 010	10 510	607 881
Matériel de transport					34 111		178 830
Matériel de bureau et informatique, mobilier					195 731	53 650	1 405 742
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				3 547 049	479 478	65 067	3 945 303
TOTAL GÉNÉRAL				4 006 016	506 449	81 052	4 411 755

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglémentées</b>				
- Reconstitution des gisements	20 000			20 000
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>	<b>20 000</b>			<b>20 000</b>
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges	302 480	92 030	62 370	317 640
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	257 234	31 319	14 500	288 553
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL II</b>	<b>559 714</b>	<b>123 349</b>	<b>76 870</b>	<b>606 193</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières	93 215		18 325	74 891
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	71 514	13 538	63 864	21 188
Sur créances reçues par legs ou donations				114 073
Autres provisions pour dépréciation	44 910	97 089	27 926	
<b>TOTAL III</b>	<b>209 639</b>	<b>110 627</b>	<b>110 115</b>	<b>210 152</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>789 353</b>	<b>233 976</b>	<b>186 985</b>	<b>836 345</b>
- D'exploitation		233 976	168 659	
Dont dotations et reprises : - Financières			18 325	
- Exceptionnelles				

## Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations	252 433		252 433
Prêts	73 394		73 394
Autres immobilisations financières	156 936		156 936
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux	18 688	18 688	
Clients, usagers et comptes rattachés	552 407	552 407	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	1 135	1 135	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 594	2 594	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	33 274	33 274	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	2 937 892	2 937 892	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	270 579	270 579	
Charges constatées d'avance	386 901	386 901	
<b>TOTAL</b>	<b>4 686 234</b>	<b>4 203 471</b>	<b>482 764</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	2 588 410	510 657	931 852	1 145 901
Emprunts et dettes financières diverses	5 678	5 678		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 386 180	2 386 180		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	1 078 910	1 078 910		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 353 683	1 353 683		
Impôts sur les bénéfices	111 364	111 364		
Taxe sur la valeur ajoutée	7 000	7 000		
Autres impôts, taxes et assimilés	125 276	125 276		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 916	23 916		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	2 826 536	2 826 536		
Produits constatés d'avance	746 592	746 592		
<b>TOTAL</b>	<b>11 253 545</b>	<b>9 175 792</b>	<b>931 852</b>	<b>1 145 901</b>

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	746 592	1 035 481
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		746 592	1 035 481

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	386 901	409 243
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		386 901	409 243



Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
AURA	45 000	15 000	25 000			35 000	
Nouvelle Aquitaine	3 050	28 223	3 050			28 223	
Sud PACA	134 603	54 000	30 000			158 603	
TOTAL	182 653	97 223	58 050			221 826	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	182 653	97 223	58 050			221 826	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art. 431-5  
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	7 267 608	2 325 007			9 592 615
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	16 959 266	-836 201		15 696	16 107 368
Report à nouveau	5 219 882	158 544			5 378 426
Excédent ou déficit de l'exercice	1 647 350	-1 647 350	1 450 937		1 450 937
Situation nette	31 094 106		1 450 937	15 696	32 529 347
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	9 574			2 910	6 663
Provisions réglementées	20 000				20 000
TOTAL	31 123 680		1 450 937	18 606	32 556 010

Commentaires : néant

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	74	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	191	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat	20	
TOTAL	285	

Commentaires : néant

Engagements financiers donnés

Catégories d'engagements	TOTAL	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises	Autres
Avals cautions et garantie	380 243					380 243
Indemnité de fin de carrières	335 185					335 185
(dont comptabilisées : 97.304€)						
Inscription du privilège prêteur de dé	301 081					301 081
Cautionnement emprunt						
Hypothèque	67 000					67 000
TOTAL	1 083 509					1 083 509



**GVA AUDIT**  
**105 Avenue Raymond Poincaré**  
**CS 81691**  
**75116 PARIS Cedex 16**



**CABINET STRAUSS COMMISSARIAT**  
**25 rue Michel Ange**  
**75016 PARIS**

## **CPME**

Siège social : 10, Terrasse Bellini, 92800 PUTEAUX

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

**EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024**

A l'Assemblée Générale de l'association CPME,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la CPME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans le périmètre de consolidation.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

A l'issue de nos diligences d'audit, nous avons constaté le fait suivant :

- L'association GSC, entité intégrée dans le périmètre de consolidation à l'aide de la méthode proportionnelle, a établi des comptes sociaux relatifs à l'exercice 2024, qui font l'objet d'un audit légal, cependant, nous n'avons pas été destinataire du rapport général sur les comptes annuels de cette entité. Par conséquent, nous ne disposons d'aucune indication quant à l'opinion qui a été émise par le Commissaire aux comptes de cette entité.

Lors de notre planification de notre mission d'audit, l'association GSC a été considérée comme étant une entité significative, puisque le résultat d'exploitation issu des comptes sociaux de l'association GSC représente une part significative du résultat net consolidé de l'association CPME.

Dans ce contexte, nos travaux ont consisté à vérifier la correcte application de la méthode d'intégration de la quote-part de résultat net des entités intégrées dans le périmètre de consolidation.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport moral et d'activité du Président, le rapport financier du Trésorier, et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes consolidés.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CPME à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président sur proposition du trésorier.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de votre association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2025

Les Commissaires aux Comptes

GVA AUDIT  
Philippe BONNIN

CABINET STRAUSS COMMISSARIAT  
Hubert STRAUSS





## COMPTES CONSOLIDÉS

Au 31 décembre 2024



LA  
**COMPAGNIE  
DES COMPTES**  
Expertise comptable - Audit

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE INSCRITE  
AU TABLEAU DE L'ORDRE DE PARIS ET À LA  
COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES DE PARIS

### SITE DE NOISY-LE-GRAND

47, rue de l'Université - 93160 Noisy-le-Grand  
Tél. 01 43 04 21 44  
[info@lcdc.eu](mailto:info@lcdc.eu)

### SITE D'ANTONY

78, rue de Châtenay - 92160 Antony  
Tél. 01 42 37 19 19  
[info@lcdc.eu](mailto:info@lcdc.eu)

# Table des matières

<b>États financiers .....</b>	<b>2</b>
Compte de résultat consolidé.....	2
Bilan consolidé .....	3
Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	4
Variations des capitaux propres .....	5
<b>Méthodes et principes de consolidation.....</b>	<b>6</b>
Principes généraux.....	6
Définition du périmètre de consolidation .....	6
Variation du périmètre de consolidation .....	7
Règles et méthodes comptables.....	7
Annexe 1.1 Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles .....	9
Annexe 1.2 Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles .....	10
Annexe 2.1 Valeurs brutes des actifs financiers .....	11
Annexe 2.2. Dépréciation des actifs financiers .....	12
Annexe 3.1 Actif circulant .....	13
Annexe 4. Trésorerie nette .....	15
Annexe 5. Provisions des impôts différés.....	16
Annexe 6. Dettes financières .....	17
Annexe 7. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation .....	18
<b>Notes annexes sur les postes du compte de résultat .....</b>	<b>19</b>
Annexe 8. Autres produits d'exploitation .....	19
Annexe 9. Achats consommés.....	20
Annexe 10. Charges externes.....	20
Annexe 11. Impôts et taxes .....	21
Annexe 12. Charges de personnel.....	21
Annexe 13. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....	21
Annexe 14. Produits financiers .....	22
Annexe 15. Charges financières .....	22
Annexe 16. Produits exceptionnels .....	23
Annexe 17. Charges exceptionnelles .....	23
Annexe 18. Charges d'impôts .....	24
La preuve d'impôts se décompose comme suit : .....	24
<b>Autres Informations.....</b>	<b>25</b>
Effectifs.....	25
Honoraires des commissaires aux comptes .....	25
Contributions volontaires en nature.....	25
Liste des organismes paritaires auxquels participe la CPME .....	26

# États financiers

## Compte de résultat consolidé

Libellé	2024	2023
<b>Ressources du secteur associatif</b>	<b>10 813 007</b>	<b>9 412 542</b>
Cotisations	3 310 241	3 446 771
Fonctionnement du paritarisme	4 635 470	3 190 664
Produits liés à des financements réglementaires	2 867 297	2 775 107
<b>Ressources des activités annexes</b>	<b>40 741</b>	<b>10 461</b>
Ventes de marchandises		
Prestations de services	40 741	10 461
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>385 445</b>	<b>581 974</b>
Reprises sur provision, transferts de charges	124 816	236 717
Autres produits	260 629	345 257
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>11 239 193</b>	<b>10 004 977</b>
Achats consommés	(939 170)	(1 002 003)
Charges externes	(4 334 364)	(2 966 307)
Impôts et taxes	(426 547)	(413 669)
Charges de personnel	(4 100 409)	(3 836 178)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(429 395)	(419 409)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(10 229 885)</b>	<b>(8 637 566)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 009 308</b>	<b>1 367 411</b>
Produits financiers	508 703	403 855
Charges financières	(45 096)	(36 556)
<b>Résultat financier</b>	<b>463 607</b>	<b>367 299</b>
Produits exceptionnels	112 118	106 945
Charges exceptionnelles	(9 468)	(99 508)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>102 650</b>	<b>7 437</b>
Charges d'impôts	(136 371)	(214 402)
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>1 439 194</b>	<b>1 527 745</b>
Dotations aux amortissements, dépréciations des écarts d'acquisition		
Résultat net des activités abandonnées		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 439 194</b>	<b>1 527 745</b>
Intérêts minoritaires	95	114
<b>Résultat net (part du groupe)</b>	<b>1 439 099</b>	<b>1 527 631</b>
Résultat par action		
Résultat dilué par action		

## Bilan consolidé

Libellé		2024	2023
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	1		
Immobilisations corporelles et incorporelles	2	4 644 628	4 758 466
Immobilisations financières et titres mis en équivalence	3	163 473	162 877
<b>Actif immobilisé</b>		<b>4 808 101</b>	<b>4 921 343</b>
Stocks et en-cours	4		
Clients et comptes rattachés	6	23 600	22 232
Impôts différés	5		
Autres créances et comptes de régularisation	6	2 127 443	2 091 982
Valeurs mobilières de placement		8 996 553	122 745
Disponibilités		9 365 671	18 705 435
<b>Actif circulant</b>		<b>20 513 267</b>	<b>20 942 394</b>
<b>Total Actif</b>		<b>25 321 368</b>	<b>25 863 737</b>
Capital		814 078	814 078
Primes liées au capital			
Ecart de réévaluation			
Réserves (part du groupe)		11 574 787	10 047 156
Résultat net (Part du groupe)		1 439 099	1 527 631
<b>Capitaux propres (Part du groupe)</b>		<b>13 827 964</b>	<b>12 388 865</b>
Intérêts minoritaires		1 680	1 585
Autres fonds propres			
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>13 829 644</b>	<b>12 390 450</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>1</b>		
Provisions		249 548	285 861
Impôts différés			
<b>Provisions et impôts différés</b>	<b>8</b>	<b>249 548</b>	<b>285 861</b>
Dettes financières	9	2 878 474	3 258 744
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10	1 767 666	1 410 631
Autres dettes et comptes de régularisation	10	6 596 037	8 518 051
<b>Dettes</b>		<b>11 242 177</b>	<b>13 187 426</b>
<b>Total Passif</b>	<b>-</b>	<b>25 321 368</b>	<b>25 863 737</b>

## Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2024.12	2023.12
<b>Résultat net total des entités consolidées</b>	<b>1 439 194</b>	<b>1 527 745</b>
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	379 789	357 564
Dotations aux amort./dépr. immos corporelles et incorporelles	420 484	395 112
(-) Reprises aux dépréciations financières	(4 381)	(4 615)
(+) Dotations et reprises aux provisions - passif	(36 313)	(32 933)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		3 426
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>1 818 983</b>	<b>1 888 735</b>
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(1 605 759)	1 112 038
Variation nette des clients et comptes rattachés	(1 368)	23 945
Variation nette des autres postes d'actifs	(35 461)	124 260
Variation nette des fournisseurs et comptes rattachés	357 035	269 744
Variation nette des autres postes du passif	(1 925 965)	694 089
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)</b>	<b>213 224</b>	<b>3 000 772</b>
Acquisitions d'immobilisations	(311 916)	(222 090)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(306 646)	(225 486)
Acquisitions autres immobilisations financières	(9 221)	(6 452)
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	3 951	9 849
Réduction des autres immobilisations financières	13 006	
Variation nette des placements à court terme	(8 873 808)	
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)</b>	<b>(9 172 717)</b>	<b>(217 475)</b>
Émissions d'emprunts	52	300 714
Remboursements d'emprunts	(380 322)	(351 631)
<b>FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)</b>	<b>(380 270)</b>	<b>(50 917)</b>
<b>VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)</b>	<b>(9 339 764)</b>	<b>2 732 381</b>
Trésorerie : ouverture	18 705 435	15 973 054
<b>Trésorerie : ouverture</b>	<b>18 705 435</b>	<b>15 973 054</b>
<b>Trésorerie : clôture</b>	<b>9 365 671</b>	<b>18 705 435</b>

## Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto- contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
<b>2022</b>	<b>814 078</b>		<b>8 851 845</b>			<b>1 195 312</b>	<b>10 861 234</b>	<b>1 471</b>
Affectation du résultat N-1			1 195 312			(1 195 312)		
Résultat						1 527 631	1 527 631	114
Autre			0				0	
<b>2023</b>	<b>814 078</b>		<b>10 047 156</b>			<b>1 527 631</b>	<b>12 388 865</b>	<b>1 585</b>
Affectation du résultat N-1			1 527 631			(1 527 631)		
Résultat						1 439 099	1 439 099	95
Autre							0	(0)
<b>2024</b>	<b>814 078</b>		<b>11 574 787</b>			<b>1 439 099</b>	<b>13 827 964</b>	<b>1 680</b>

Aucune restitution de l'excédent n'est réalisée ni aux adhérents, ni aux administrateurs. Les excédents sont affectés, systématiquement après vote par Assemblée Générale, en réserves ou en report à nouveau.

# Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

## Description

La CPME Nationale a pour objet :

- de représenter, promouvoir et défendre les intérêts des artisans, TPE/PME
- d'être le partenaire social participant au dialogue social national interprofessionnel et désignant des représentants au sein des organismes paritaires interprofessionnels
- d'être force de proposition et d'action pour améliorer l'environnement des entreprises en matière sociale, économique, juridique, fiscale et environnementale tant au niveau national qu'europpéen ou international
- d'être l'interlocuteur naturel des pouvoirs publics et du Parlement sur tous les textes concernant les entreprises, les chefs d'entreprises et leurs salariés
- d'être une confédération réunissant des unions territoriales présentes dans tout le territoire national y compris ultramarin, et des organisations professionnelles de commerçants, industriels, prestataires de services et artisans
- d'être le porte-parole des Petites et Moyennes Entreprises vis-à-vis de l'opinion publique

## Méthodes et principes de consolidation

### Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant le nouveau règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

L'exercice clos au 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31 décembre 2023.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

### Définition du périmètre de consolidation

Les entités dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les entités dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les entités dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Au 31 décembre 2024, le périmètre était composé des entités suivantes :

Entité	N° Siret	Siège social	Méthode de consolidation 31/12/2024	% contrôle	% intérêt
CPME Nationale	30321501600021	10 terrasse Bellini 92806 PUTEAUX CEDEX	Entité consolidante		
IFP PME	44429836800010	10 terrasse Bellini 92806 PUTEAUX CEDEX	IG	100,00 %	100,00 %
SCI du 18 terrasse Bellini	42314670300016	10 terrasse Bellini 92806 PUTEAUX CEDEX	IG	99,667 %	99,667%
SCI de la rue Fortuny	52032218100014	10 terrasse Bellini 92806 PUTEAUX CEDEX	IG	99,977 %	99,977 %
GSC	31618793900046	42 avenue de la Grande Armée 75017 PARIS	IP	38,095 %	38,095 %
LES AUDACIEUX COURTAGE	93377774000012	46 B avenue du Maine 75015 PARIS	IP	38,095 %	38,095 %

IG = Intégration Globale

IP = Intégration Proportionnelle

NC = Non Consolidée

## Variation du périmètre de consolidation

La SAS LES AUDACIEUX COURTAGE est entrée dans le périmètre de consolidation suite à la souscription de 100 % de son capital par GSC au 10 juin 2024.

## Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation prévues.

### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation.

Une provision pour dépréciation est constatée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.



## Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

## Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

## Engagements de retraite

Les engagements de retraite n'ayant pas fait l'objet d'une couverture d'assurance ont été comptabilisés en provisions pour risques et charges.

Les entités du périmètre ayant souscrit une couverture d'assurance retraite n'ont pas fait l'objet d'une provision.

Les différents paramètres pour calculer ces indemnités sont les suivantes :

- CPME Nationale
  - Age de la retraite : 65 ans
  - Taux de revalorisation des salaires : 2 %
  - Taux d'actualisation : 3.75 %
  - Taux de charges sociales : 60 %
  - Taux de turn-over des moins de 45 ans : faible
  - Taux de turn-over des plus de 45 ans : faible
  - Table de mortalité : INSEE 2024
  - Indemnité de départ en retraite : 183 975 €
- IFP PME
  - Age de la retraite : 65-67 ans
  - Taux de revalorisation des salaires : 2 %
  - Taux d'actualisation : 3.75 %
  - Taux de charges sociales : 40 %
  - Taux de turn-over des moins de 45 ans : faible
  - Taux de turn-over des plus de 45 ans : faible
  - Table de mortalité : INSEE 2024
  - Indemnité de départ en retraite : 1 491 €

## Notes annexes sur les postes du bilan

### Annexe 1.1 Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires	207 697	207 697					
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>207 697</b>	<b>207 697</b>					
Terrains	177 567	177 567					
Constructions	5 740 569	6 058 566	168 079				149 918
Autres immobilisations corporelles	366 541	551 681	138 567	(5 113)			51 685
Immobilisations corporelles en cours	201 603						(201 603)
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>6 486 280</b>	<b>6 787 814</b>	<b>306 646</b>	<b>(5 113)</b>			
<b>Total</b>	<b>6 693 977</b>	<b>6 995 511</b>	<b>306 646</b>	<b>(5 113)</b>			
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							

## Annexe 1.2 Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires	(196 087)	(196 940)	(853)				
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>	<b>(196 087)</b>	<b>(196 940)</b>	<b>(853)</b>				
Constructions	(1 489 385)	(1 825 187)	(335 802)				
Autres immobilisations corporelles	(250 040)	(328 755)	(83 828)	5 113			
<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>(1 739 425)</b>	<b>(2 153 943)</b>	<b>(419 630)</b>	<b>5 113</b>			
<b>Amortissements sur actif immobilisé</b>	<b>(1 935 512)</b>	<b>(2 350 883)</b>	<b>(420 484)</b>	<b>5 113</b>			

## Annexe 2.1 Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Prêts	68 288	63 907		(4 381)				
Dépôts et cautionnements versés	22 877	23 473	9 221	(8 625)				
Compte d'ajustement (IG haut de bilan)	140 000	140 000						
<b>Immobilisations financières</b>	<b>231 166</b>	<b>227 380</b>	<b>9 221</b>	<b>(13 006)</b>				
Titres mis en équivalence								
<b>Actifs financiers</b>	<b>231 166</b>	<b>227 380</b>	<b>9 221</b>	<b>(13 006)</b>				

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Prêts	63 907						63 907
Dépôts et cautionnements versés	23 473						23 473
<b>Total</b>	<b>87 380</b>						<b>87 380</b>

## Annexe 2.2. Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Prêts	(68 288)	(63 907)		4 381			
Dépréciations sur immobilisations financières	(68 288)	(63 907)		4 381			
Dépréciations sur actif financier	(68 288)	(63 907)		4 381			

Annexe 3.1 Actif circulant

Libellé	2024			2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	25 384	(1 784)	23 600	24 016	(1 784)	22 232
Clients et comptes rattachés	25 384	(1 784)	23 600	24 016	(1 784)	22 232
Avances et acomptes versés sur commandes	400 405		400 405	262 782		262 782
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	7 351		7 351	6 441		6 441
Créances fiscales hors IS part < 1an	616 591		616 591	481 707		481 707
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1an	43 638		43 638	2 370		2 370
Autres créances part < 1an	966 412		966 412	1 295 572		1 295 572
Charges constatées d'avance part < 1 an	233 047		233 047	183 109		183 109
Compte d'ajustement (intragroupe bas de bilan)	(140 000)		(140 000)	(140 000)		(140 000)
Autres créances et comptes de régularisation	2 127 443		2 127 443	2 091 982		2 091 982
Actif circulant	2 152 827	(1 784)	2 151 043	2 115 998	(1 784)	2 114 214

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<3 ans	4 ans<<3 ans	Au dela
Clients et comptes rattachés part < 1 an	25 384	25 384					
Clients et comptes rattachés	25 384	25 384					
Avances et acomptes versés sur commandes	400 405	29 275					371 130
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	7 351	7 351					
Créances fiscales hors IS- part < 1an	616 591	616 591					
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1an	43 638	43 638					
Autres créances part < 1an	966 412	966 412					
Charges constatées d'avance part < 1 an	233 047	233 047					
Autres créances et comptes de régularisation	2 267 443	1 896 313					371 130
Actif circulant	2 292 827	1 921 698					371 130

## Annexe 3.2 Antériorité des créances clients

Libellé	2024	Dans les délais - Non échues	Retard < 30 jours	Retard compris entre 30 et 60 jours	Retard compris entre 60 et 90 jours	Retard compris entre 3 et 6 mois	Retard > 6 mois
Clients et comptes rattachés part < 1 an	25 384	25 384					
Dépr. clients et comptes rattachés part < 1an	(1 784)	(1 784)					
<b>Total créances hors groupe</b>	<b>23 600</b>	<b>23 600</b>					

## Annexe 4. Trésorerie nette

Libellé	2023	2024
<b>Trésorerie active nette</b>	<b>18 705 435</b>	<b>9 365 671</b>
Disponibilités	18 705 435	9 365 671
<b>Trésorerie à court terme</b>	<b>18 705 435</b>	<b>9 365 671</b>
<b>Placements à court terme</b>	<b>122 745</b>	<b>8 996 553</b>
VMP - Autres placements	122 745	8 884 650
Intérêts courus non échus s/ VMP		111 903
<b>Trésorerie à long terme</b>	<b>122 745</b>	<b>8 996 553</b>
<b>Trésorerie nette</b>	<b>18 828 180</b>	<b>18 362 224</b>



## Annexe 5. Provisions des impôts différés

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges < 1 an	24 190	9 524		(14 667)			
Provisions pour pertes de change	89 851	54 558		(35 293)			
Autres provisions pour charges < 1 an	171 820	185 466	13 646				
<b>Provisions et impôts différés</b>	<b>285 861</b>	<b>249 548</b>	<b>13 646</b>	<b>(49 960)</b>			

Annexe 6. Dettes financières

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	3 256 594	2 876 272		(380 322)			
Dépôts et cautionnements reçus	2 150	2 202	52				
<b>Dettes financières</b>	<b>3 258 744</b>	<b>2 878 474</b>	<b>52</b>	<b>(380 322)</b>			

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	2 876 272	385 282	390 329	395 461	400 688	406 006	898 506
Dépôts et cautionnements reçus	2 202						2 202
<b>Dettes financières</b>	<b>2 878 474</b>	<b>385 282</b>	<b>390 329</b>	<b>395 461</b>	<b>400 688</b>	<b>406 006</b>	<b>900 708</b>

## Annexe 7. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2023	2024
Dettes fournisseurs part < 1 an	1 410 631	1 767 666
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>1 410 631</b>	<b>1 767 666</b>
Avances acomptes reçus sur commandes	185	153
Dettes sociales part < 1 an	774 517	896 453
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	167 870	123 176
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	95 600	89 722
Dettes s/ acquis. d'actifs part < 1 an	16 365	20 316
Autres dettes part < 1 an	6 013 498	4 315 778
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	133 487	108 153
Produits constatés d'avance part < 1 an	1 316 530	1 042 285
<b>Autres dettes et comptes de régularisation</b>	<b>8 518 051</b>	<b>6 596 037</b>
<b>Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation</b>	<b>9 928 682</b>	<b>8 363 703</b>

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs part < 1 an	1 767 666	1 767 666					
Avances acomptes reçus	153	153					
Dettes sociales part < 1 an	896 453	896 453					
Dettes fiscales hors IS part < 1 an	123 176	123 176					
Impôts sur les bénéfices part < 1 an	89 722	89 722					
Dettes s/ acquis. d'actifs part < 1 an	20 316	20 316					
Autres dettes part < 1 an	4 315 778	4 315 778					
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	108 153	108 153					
Produits constatés d'avance part < 1 an	1 042 285	1 042 285					
<b>Autres dettes et comptes de régularisation</b>	<b>8 363 703</b>	<b>8 363 703</b>					
<b>Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation</b>	<b>8 363 703</b>	<b>8 363 703</b>					

## Notes annexes sur les postes du compte de résultat

### Annexe 8. Autres produits d'exploitation

Libellé	2024	2023
Autres produits	260 629	345 257
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>260 629</b>	<b>345 257</b>

## Annexe 9. Achats consommés

Libellé	2024	2023
Achats d'études et prestations de services	(862 002)	(921 422)
Achats non stockés de matières et fournitures	(45 663)	(50 936)
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	(31 505)	(29 645)
<b>Achats consommés</b>	<b>(939 170)</b>	<b>(1 002 003)</b>

## Annexe 10. Charges externes

Libellé	2024	2023
Sous-traitance	(34 943)	(18 163)
Locations immobilières et charges locatives	(354 059)	(389 346)
Locations mobilières et charges locatives	(57 808)	(54 577)
Entretien et réparations	(94 607)	(86 674)
Primes d'assurances	(71 574)	(63 023)
Autres services extérieurs	(531 067)	(534 502)
Personnel détaché et interimaire	(182 264)	(156 064)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(1 594 230)	(915 046)
Publicité, publications, relations publiques	(881 200)	(278 077)
Transport	(1 782)	(2 171)
Déplacements, missions et réceptions	(376 572)	(322 102)
Frais postaux et frais de télécommunications	(51 800)	(52 257)
Frais bancaires	(5 192)	(7 836)
Autres charges externes	(86 324)	(80 505)
Autres charges	(10 943)	(5 961)
<b>Charges externes</b>	<b>(4 334 364)</b>	<b>(2 966 307)</b>

## Annexe 11. Impôts et taxes

Libellé	2024	2023
Impôts et taxes sur rémunérations	(317 626)	(303 627)
Autres impôts et taxes	(108 921)	(110 042)
<b>Impôts et taxes</b>	<b>(426 547)</b>	<b>(413 669)</b>

## Annexe 12. Charges de personnel

Libellé	2024	2023
Rémunérations du personnel	(2 743 395)	(2 581 928)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 299 758)	(1 211 637)
Autres charges de personnel	(57 257)	(42 613)
<b>Charges de personnel</b>	<b>(4 100 409)</b>	<b>(3 836 178)</b>

## Annexe 13. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2024	2023
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(853)	(853)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(414 895)	(394 258)
Dot. aux provisions d'exploitation	(13 646)	(24 297)
<b>Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</b>	<b>(429 395)</b>	<b>(419 409)</b>

## Annexe 14. Produits financiers

Libellé	2024	2023
Rep./Dépr.sur actifs financiers	4 381	4 615
Autres produits financiers	504 322	399 240
<b>Produits financiers</b>	<b>508 703</b>	<b>403 855</b>

## Annexe 15. Charges financières

Libellé	2024	2023
Charges d'intérêts	(45 096)	(36 556)
<b>Charges financières</b>	<b>(45 096)</b>	<b>(36 556)</b>

## Annexe 16. Produits exceptionnels

Libellé	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 976	80 647
Autres produits exceptionnels	76 546	8 000
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	33 596	18 298
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>112 118</b>	<b>106 945</b>

## Annexe 17. Charges exceptionnelles

Libellé	2024	2023
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(4 733)	(5 928)
VNC des immo. corp. cédées		(3 426)
Autres charges exceptionnelles		(2 000)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(4 735)	
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel		(88 154)
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>(9 468)</b>	<b>(99 508)</b>



## Annexe 18. Charges d'impôts

Libellé	2024	2023
Impôt sur les bénéfices	(136 371)	(214 402)
<b>Charges d'impôts</b>	<b>(136 371)</b>	<b>(214 402)</b>

### La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Libellé	2024.12
Résultat des entreprises intégrées	1 439 194
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq. et résultat des MEE	(136 371)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq. et résultat des MEE	1 575 565
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	(393 891)
Effets des différences de base	252 163
Effets des différences de taux	5 357
Effets des dispositions fiscales particulières	
Ecritures manuelles sur Impôt	
<b>CHARGE D'IMPOT THEORIQUE</b>	<b>(136 371)</b>
<b>CHARGE D'IMPOT REELLE</b>	<b>(136 371)</b>
<b>ECART</b>	<b>(0)</b>
Taux effectif d'impôt	8,66%

## Autres Informations

### Effectifs

L'effectif moyen du groupe au 31 décembre 2024 est de 38 personnes.

### Honoraires des commissaires aux comptes

Le détail des honoraires des commissaires aux comptes, toutes taxes comprises, est le suivant, selon le pourcentage d'intégration :

- CPME Nationale : 393 914 €
- IFP-PME : 9 000 €
- SCI Fortuny : 3 369 €
- GSC : 4 245 €

### Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 667 jours pour la CPME Nationale, répartie comme suit :

- Administration CPME : 142 jours
- Vie associative : 0 jour
- Mandats extérieurs : 525 jours

La CPME Nationale se trouve dans l'impossibilité de valoriser ces heures. Les bénévoles sont des chefs d'entreprises, l'application d'un taux horaire ne saurait être pertinente.

## Liste des organismes paritaires auxquels participe la CPME

Le Conseil national de la comptabilité dans son avis n° 2009-08 du 3 septembre 2009 prévoit que l'organisation syndicale tête de périmètre indique dans l'annexe de ses comptes, le liste des organismes paritaires auxquels elle participe.

En application de ce texte, les organismes auxquels participe la CPME Nationale sont les suivants :

Emploi	Formation Professionnelle	Enseignement	Logement	Protection sociale	Groupes / Protection sociale
APEC	Féd. Nale / CIBC	CCN-IUT	Action Log. Groupe (ALG)	CNS / Conf. Nale Santé	AG2R – La Mondiale
France Travail	OPCO-EP	CPM-BUT	Action Log. Immobilier (ALI)	HCAAM	AG2R – CGRR (IRP)
CNE	AFPA.	CS-LMD	Action Log. Services (ALS)	CTIP	Alliance Profes. (IRC)
CNNCMEFP	CERTIF PRO	CTI	Action Log. Formation (ALF)	OCIRP	ANIPS
CNNCEFP	CEREQ	CEFDG	AFL	COR	APGIS
CSP	Centre Inffo	CNESER	APAGL	Fédération AGIRC - ARRCO	APICIL (Assoc. Som. IRP & IP)
UNEDIC	France Compétences	CSE	CRAL / CTAL	FRR	B2V (Ass. Som. & IP)
CHATEFP		CNAM		GIP – Union Retraite	IRP-AUTO (Ass. Som.)
Com. Labellis. Egalité Prof		ONISEP		CCSS	CARCEPT (IRC)
Com. Labellis. Diversité				GIP-MDS	KLESIA (Assoc. Som. IRP & IP)
COE				HCFEA	Malakof–Humanis (INPR)
Fonds ETCLD				HCFiPS	Malakof-Humanis Assoc.Som.IRP&IP
CNLE					

Sécurité Sociale	Handicap & Cond. Trav.	Environnement	Europe / International	Autres
CNSA	AGEFIPH	ANSES	CDSEI	AGFPN
CAT-MP	CNPCH	France Stratégie / Plateforme RSE	CESE	HCDS
CTN – CATMP		Cseil Nal Biodiversité	CCCSSS	Cseil Nal Montagne
CNAF	ANACT	Comité Economie Verte	CCFP / ACVT	Comité Massif Alpes
CNAM	COCT	CNTE	Com. Consult. Lib. Circ. Travail	CESE
URSSAF – CN	INRS	CNEC		CSESS
CNAV	FCAATA	CSPRT	Com. Consult. OIT	CNIS
UCANSS	FIVA	ADEME		ANCV
				HCE
				COJ